



**Accords de branche « Energie/CO<sub>2</sub> »  
avec les secteurs industriels wallons**

**Rapport public concernant l'année 2019**

**Août 2022**

## TABLE DES MATIERES

Contexte	3
Prolongation des Accords de branche à l'horizon 2023	5
Les résultats 2019	6
A. Consommations d'énergie primaire et émissions de CO <sub>2</sub>	7
B. Indices d'amélioration de l'efficacité énergétique (AEE) et d'amélioration de la réduction d'émissions de CO <sub>2</sub> (ACO <sub>2</sub> )	10
C. Estimation des investissements et des contreparties financières	17
Investissements	18
Réduction certificats verts (CV)	18
Exonération partielle de la surcharge « CV wallons »	20
Réduction des cotisations fédérales sur l'électricité et le gaz naturel	21
Réduction des accises sur le gaz naturel	21
Subsides pour les études	22
Tableau de synthèse générale pour les contreparties 2019	23
D. Indices FSER et FdSER, études de pré faisabilité et de faisabilité renouvelables	23
Indices FSER et FdSER	23
Etudes de faisabilité renouvelables	24
E. Mapping CO <sub>2</sub>	25
Liste des annexes	26

## Contexte

---

La politique énergétique industrielle est principalement axée sur la conclusion d'accords volontaires dits « accords de branche » entre la Wallonie et les fédérations industrielles. Ces accords trouvent leur fondement juridique dans le code de l'environnement.

Selon les termes de ces accords, publiés en intégralité sur le site portail de l'énergie, les secteurs s'engagent individuellement sur un objectif d'amélioration de leur efficacité en énergie et en CO<sub>2</sub> sur la période 2005-2020.

Afin que le gouvernement wallon et les fédérations puissent sereinement réfléchir à une nouvelle génération d'Accords de Branche à l'horizon 2030, en phase avec nos objectifs d'économie plus durable et résiliente, ces Accords de seconde génération 2014-2020 ont été prolongés jusqu'en 2023, avec définition de nouveaux objectifs sectoriels. La prolongation de ces accords a été actée durant l'année 2019. Les nouveaux objectifs sectoriels ont été définis sur la période 2020 – 2023 par les fédérations.

Durant ces accords, la Wallonie s'engage à ne pas imposer par voie réglementaire des exigences supplémentaires en matière d'énergie et de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> aux entreprises contractantes. Elle s'engage également à en défendre le principe auprès des autorités fédérales et européennes.

Les entreprises adhèrent volontairement à un accord de branche. Elles y trouvent les avantages suivants qui, *in fine*, apportent une réduction de leurs coûts d'exploitation et une amélioration de leur compétitivité.

- Une meilleure connaissance de leurs flux énergétiques via un audit subsidié mené sur les installations intégrées au périmètre de leur(s) entité(s) ;
- Une visibilité à long terme en matière de programmes d'investissements spécifiquement liés à l'énergie et au CO<sub>2</sub> ;
- Un contact régulier avec les administrations et le pouvoir politique ;
- Le plafonnement de leur contribution au mécanisme des Certificats Verts ;
- Une ristourne complémentaire à la réduction accordée aux entreprises concernant la surcharge certificats verts dans le cadre du rachat garanti par Elia ;
- Un plafonnement progressif des cotisations fédérales sur l'électricité et le gaz naturel ;
- L'accès aux subsides AMURE pour l'audit global et l'audit de suivi annuel ainsi qu'aux études de pertinence, même pour les grandes entreprises (ces audits couvrant l'obligation légale);
- La subside d'une étude de faisabilité de l'exploitation de sources d'énergie renouvelable.

Pour sa part, la Wallonie est assurée :

- D'un effort substantiel, objectivement mesuré et supérieur au *Business as Usual*, en matière d'amélioration de l'efficacité en énergie et en CO<sub>2</sub>, les investissements identifiés servant à construire les objectifs sont ceux sans difficultés apparentes et présentant un temps de retour simple inférieur ou égal à 5 ans<sup>1</sup>;
- De la contribution du secteur industriel à ses engagements européens.

---

<sup>1</sup> Alors qu'en l'absence d'accord, le critère de rentabilité des projets d'investissement est souvent limité à 2 ans

Les accords prévoient en outre les deux obligations d'études suivantes avec des échéances précises :

- Celle de réaliser le scan (pré-étude très simplifiée) de la possibilité d'implantation de neuf filières renouvelables, puis d'effectuer une étude de préfaisabilité de trois de ces neuf filières et enfin d'étudier la faisabilité de la filière offrant le meilleur rendement ou celle donnant une indépendance énergétique accrue ;
- Celle d'effectuer un mapping CO<sub>2</sub> sur l'ensemble du cycle de vie des produits ou d'un bilan carbone du site industriel, avec l'identification des 3 postes les plus émetteurs de CO<sub>2</sub>. A la suite, les industriels devront réfléchir, éventuellement avec leurs partenaires, fournisseurs et clients, sur les actions à prendre pour réduire leur empreinte environnementale sur ces 3 postes identifiés parmi lesquels le poste « transport » est imposé.

L'ensemble de la démarche « accord de branche » est consignée dans une note méthodologique disponible, elle aussi, sur le site portail de l'énergie. Cette méthodologie décrit la manière de fixer les objectifs individuels des entreprises, les objectifs consolidés des fédérations, les indicateurs de suivi, le mapping CO<sub>2</sub>, la roadmap 2050, les canevas de rapportage, etc.

Le texte des accords prévoit que le Gouvernement, le Parlement, le CESE (Conseil Economique Social Environnemental de la Wallonie), le CWEDD (Conseil Wallon Environnement Développement Durable) ainsi que le grand public soient régulièrement informés de l'état d'avancement du processus. Les secteurs engagés dans les accords ont, de commun accord, décidé que cette communication serait annuelle.

Le présent document constitue donc le rapport annuel sur les résultats obtenus par le mécanisme en 2019. Après un aperçu global, il comporte une synthèse de l'évolution de l'efficacité en énergie et en CO<sub>2</sub> de chaque secteur. Il s'agit du 7<sup>ème</sup> rapport de suivi permettant de visualiser, notamment, la progression des objectifs contractuels (le premier portant sur l'année 2013, année de transition entre les accords de branche de première et de deuxième génération).

## Prolongation des Accords de branche à l'horizon 2023

---

Afin que le Gouvernement wallon et les fédérations puissent sereinement réfléchir à une nouvelle génération d'Accords de Branche à l'horizon 2030, en phase avec nos objectifs d'économie plus durable et résiliente, ces Accords de seconde génération 2014-2020 ont été prolongés jusqu'en 2023, avec définition de nouveaux objectifs sectoriels.

Les objectifs 2023 ont été réévalués à la hausse en prenant la valeur maximale entre les résultats atteints en 2017 et les objectifs 2020.

Les avenants sectoriels définissant ces nouveaux objectifs ont été signés en mai 2019. Voici la juxtaposition des anciens et nouveaux objectifs.

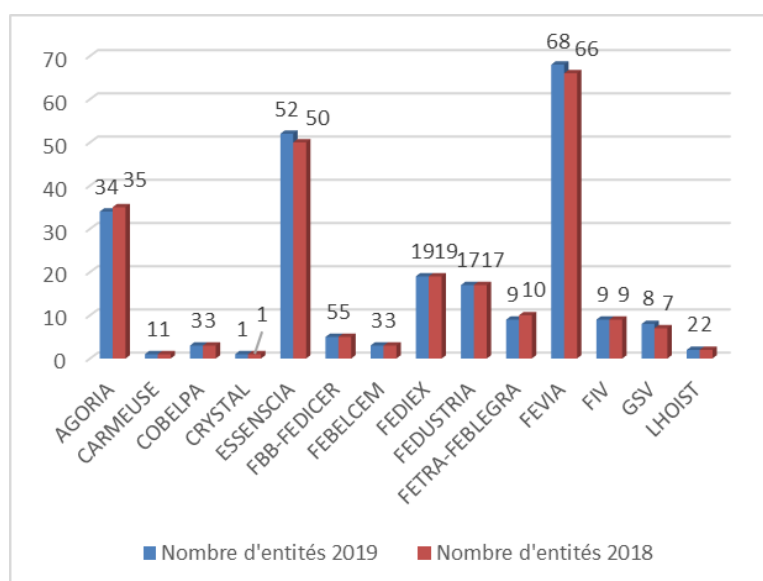
2019	Objectifs 2020		Objectifs 2023 (Avenant 2)	
Fédérations	AEE	ACO2	AEE	ACO2
AGORIA	21,9%	23,3%	26,9%	28,4%
CARMEUSE	3,4%	4,3%	3,4%	10,3%
COBELPA	12,2%	29,0%	15,2%	35,6%
CRYSTAL	1,5%	1,5%	2,0%	2,0%
ESSENSCIA	12,4%	15,2%	13,7%	16,9%
FBB-FEDICER	8,8%	9,0%	16,6%	16,7%
FEBELCEM	2,9%	11,9%	4,6%	18,1%
FEDIEX	12,8%	11,0%	15,4%	15,7%
FEDUSTRIA	6,9%	9,6%	13,6%	16,3%
FETRA-FEBELGRA	22,8%	23,0%	29,2%	30,0%
FEVIA	18,0%	22,8%	22,5%	27,8%
FIV	13,1%	23,3%	17,6%	25,5%
GSV	12,6%	14,6%	13,7%	15,0%
LHOIST	8,6%	9,4%	11,8%	10,0%

## Les résultats 2019

En 2019, 16 fédérations (regroupées en 14 organismes représentatifs) contribuent à améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 231 de leurs membres :

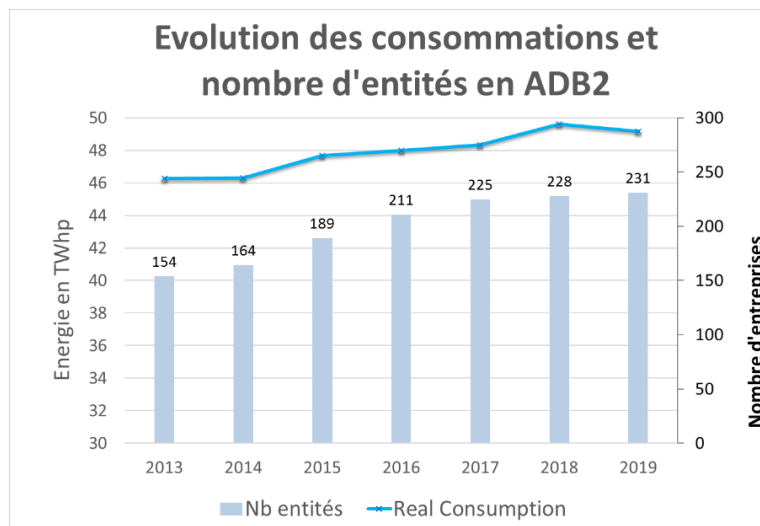
Fédération	Secteurs	Nombre d'entités 2019	Nombre d'entités 2018
AGORIA	Technologique	34	35
CARMEUSE	Chaux	1	1
COBELPA	Pâte à papier et papier	3	3
CRYSTAL	Datacenter	1	1
ESSENSCIA	Chimie	52	50
FBB-FEDICER	Briques et céramiques	5	5
FEBELCEM	Ciment	3	3
FEDIEX	Carrières	19	19
FEDUSTRIA	Textile, bois et ameublement	17	17
FETRA-FEBELGRA	Imprimerie	9	10
FEVIA	Agroalimentaire	68	66
FIV	Verre	9	9
GSV	Acier	8	7
LHOIST	Chaux	2	2
<b>Wallonie</b>		<b>231</b>	<b>228</b>

Nous constatons que plusieurs fédérations ont accueilli des entreprises en 2019, d'autres ont vu leur nombre d'entreprises se réduire. Globalement, l'année 2019 compte 3 entités supplémentaires par rapport à 2018.



Ces fédérations représentent ensemble 94,4% des consommations énergétiques finales du secteur industriel. La consommation finale de nos AdB2 s'élève à 37,3 TWhf en 2019. Cette valeur est probablement un peu surestimée car le secteur du traitement de données, participant aux accords, n'est pas habituellement repris dans les statistiques du secteur industriel mais bien dans le secteur des services.

Le graphique ci-dessous reprend le nombre d'entités et l'évolution des consommations primaires des entités de 2014 à 2019. La consommation réelle primaire en 2019 équivaut à 49,1 TWhp.



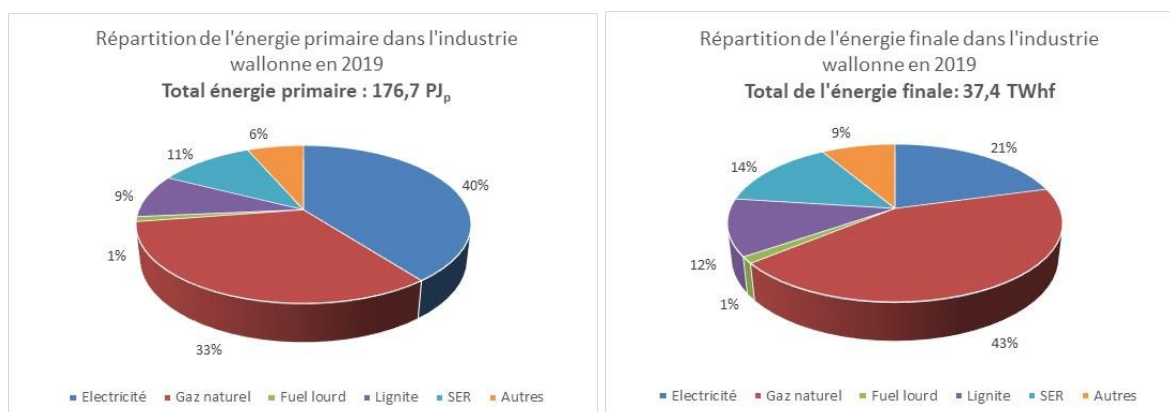
### **A. Consommations d'énergie primaire et émissions de CO2**

Pour l'année 2019, la consommation d'énergie primaire du secteur industriel wallon participant aux accords de branche s'élève à **176,7 PJp**.  
Les émissions de CO2 s'élèvent à **9,4 Mtonnes de CO2**.

Les différents vecteurs énergétiques pris en compte sont :

- L'électricité
- Le gaz
- Le fuel
- La lignite
- L'énergie renouvelable (électricité, chaleur...)
- Autres (chaleur fatale, déchets non renouvelable, solvants, ...)

Le graphe suivant présente la répartition de l'énergie primaire et finale en 2019 :



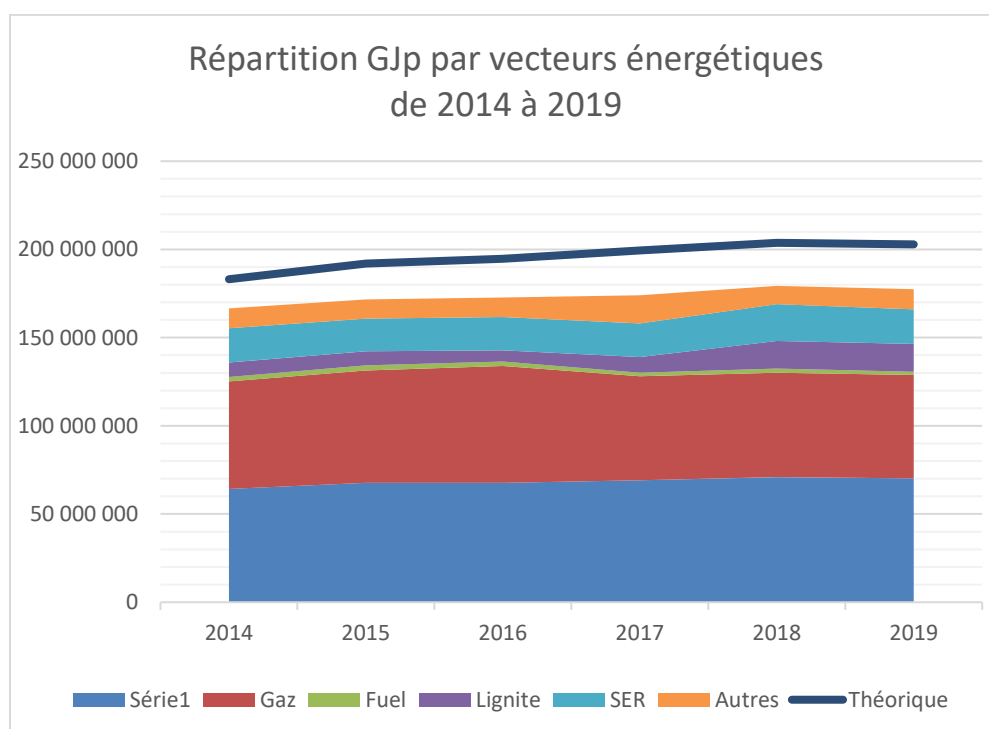
Analyse de l'énergie primaire consommée en 2019 :

L'électricité et le gaz représentent ensemble 73 % de la consommation d'énergie primaire totale du secteur industriel ADB2. L'énergie renouvelable représente 11 % dont une partie d'électricité renouvelable. Par ailleurs, n'oublions pas que les 40 % d'électricité représentés sur le graphique comprennent uniquement de l'électricité conventionnelle (non issue d'énergie

renouvelable). L'énergie produite par « récupération » (chaleur fatale, déchets non renouvelable, solvants, ...) est bien comptabilisée dans le poste « Autres » (6 %).

Nous constatons une réduction de la consommation énergétique de 1,8 PJp par rapport à la consommation d'énergie primaire de 2018.

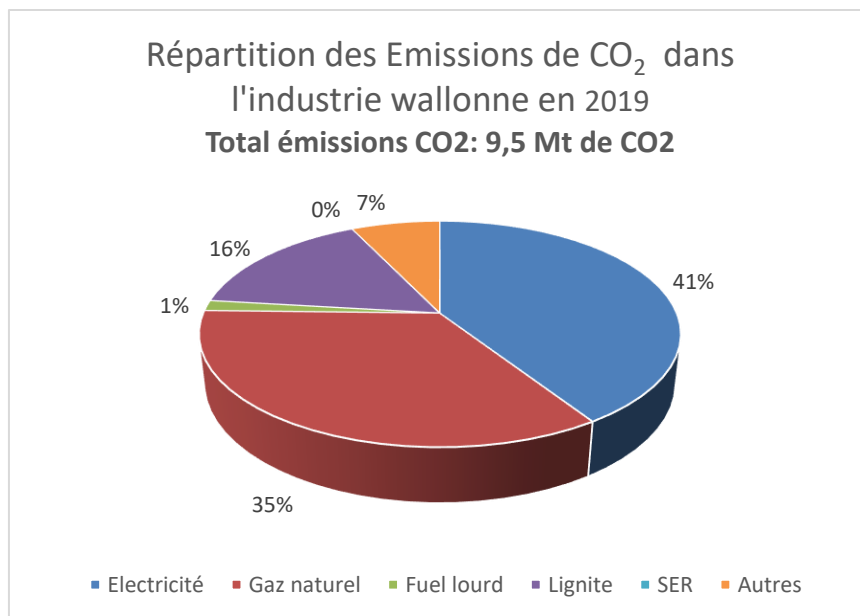
Le graphique suivant, outre le fait de distinguer l'importance de la consommation de chacune des énergies, permet de percevoir la différence entre les consommations totales réelle et théorique. Rappelons que la consommation théorique représente ce qu'aurait consommé une entreprise avec les volumes d'activités actuels mais les équipements de 2005.



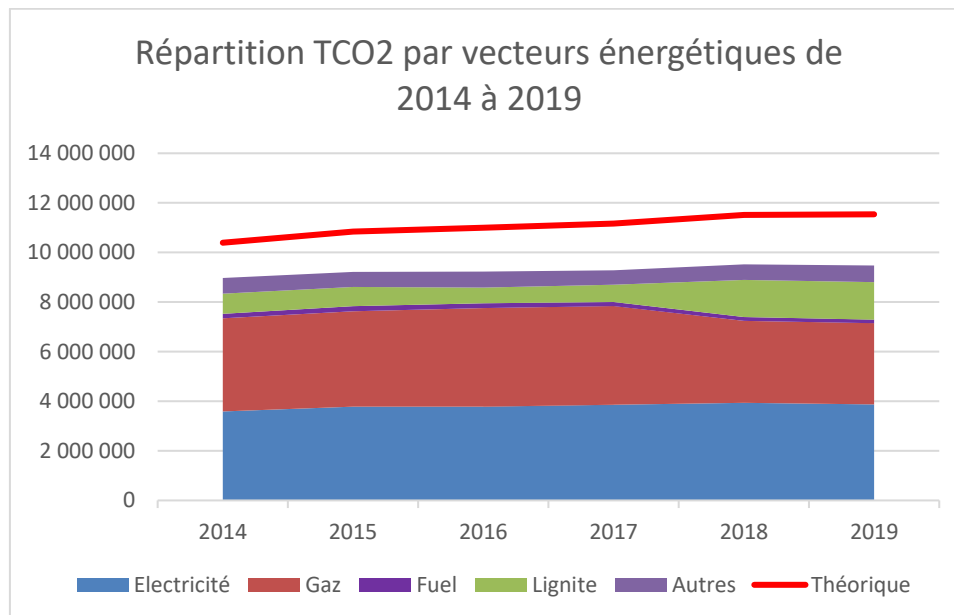
Concernant les émissions de CO<sub>2</sub> en 2019 :

Les émissions de CO<sub>2</sub> s'élèvent à 9.470.234 Tonnes de CO<sub>2</sub>. Rappelons que les énergies renouvelables (PV, éolien et biomasse) sont réputées conventionnellement ne pas émettre d'émissions de CO<sub>2</sub>.





L'électricité et le gaz représentent ensemble 76 % des émissions de CO<sub>2</sub> du secteur industriel wallon. Notons à ce titre que les émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'électricité sont calculées avec un coefficient fixé conventionnellement sur toute la durée de l'accord à 502 g / kWh, quelle que soit son origine, ce qui correspond au contenu de la production marginale d'électricité et pas au mix de production de l'électricité que consomment nos entreprises.



## B. Indices d'amélioration de l'efficacité énergétique (AEE) et d'amélioration de la réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> (ACO<sub>2</sub>)

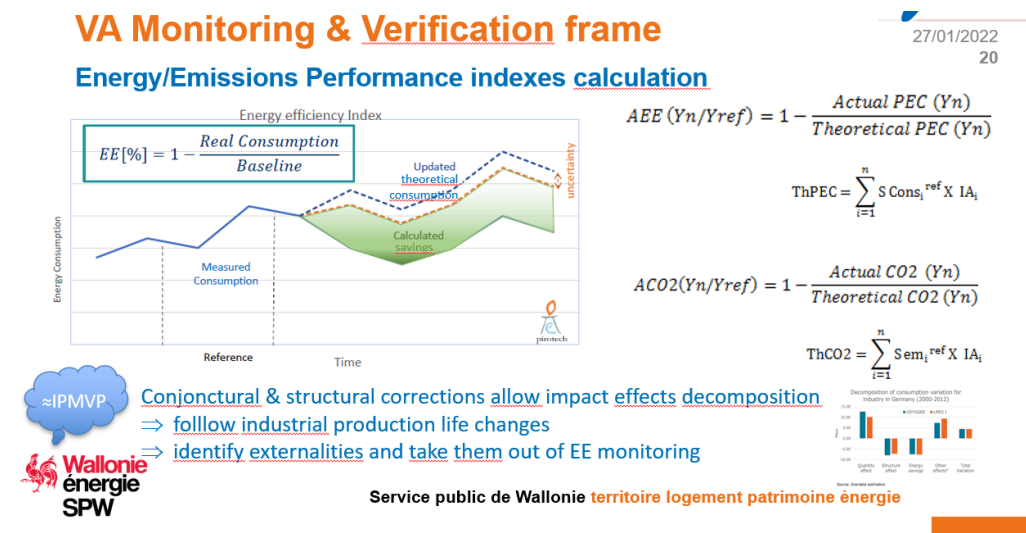
Les engagements contractuels sont formalisés dans les indices d'amélioration de l'efficacité énergétique (AEE) et d'amélioration de l'efficacité en réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> (ACO<sub>2</sub>).

L'indice AEE est le rapport entre deux nombres. Le numérateur est la somme des énergies entrant dans le périmètre pendant l'année 2019 et le dénominateur est l'énergie de référence ajustée pour l'année 2019. Cette énergie de référence prend en compte les consommations spécifiques de l'année de référence, fixées par convention à 2005, ajustées en fonction des indicateurs d'activité, des paramètres climatiques et des événements de l'année 2019. Les consommations spécifiques de l'année de référence ont été déterminées par l'audit global initial réalisé par chacune des entreprises. Les indicateurs d'activité sont généralement les volumes de production, des temps de charge à vide pour le procédé, et des surfaces ou des volumes pour le bâtiment.

L'indice ACO<sub>2</sub> est construit sur le même schéma. Le calcul des indices de performances des ADB2 est ainsi basé sur le suivi annuel de plus de 3500 indicateurs d'activités.

Pour plus de détails, le lecteur est renvoyé aux chapitres correspondants de la note méthodologique diffusée sur le site portail de l'énergie.

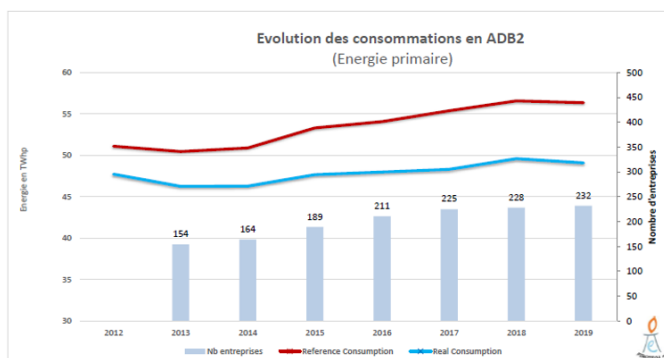
Et un petit dessin valant parfois mieux qu'une longue explication, voici 2 schémas explicitant le principe de référence (modélisation) évolutive en fonction de l'activité et du monitoring de l'amélioration.



# VA Monitoring & Verification frame

27/01/2022  
21

## Activity level changes



Scope may change every year

But savings can be calculated for each year



Service public de Wallonie territoire logement patrimoine énergie

## Les résultats 2019:

Fédérations	Réalisé 2019	
	AEE	ACO2
AGORIA	22.1%	23.5%
CARMEUSE	5.1%	7.3%
COBELPA	6.1%	29.5%
CRYSTAL	2.2%	2.4%
ESSENSCIA	12.3%	14.9%
FBB-FEDICER	16.1%	16.3%
FEBELCEM	5.5%	16.0%
FEDIEX	17.4%	16.9%
FEDUSTRIA	13.4%	16.1%
FETRA-FEBELGRA	26.2%	29.7%
FEVIA	21.6%	28.6%
FIV	16.0%	23.7%
GSV	11.9%	13.1%
LHOIST	18.6%	17.4%
<b>Wallonie</b>	<b>12.9%</b>	<b>17.9%</b>

Suite à la prolongation des accords jusqu'en 2023, avec révision correspondante des objectifs, le suivi des indices d'amélioration peut désormais s'effectuer à 2 niveaux :

- Comparer le résultat obtenu en 2019 à l'objectif initial de 2020 (contrat de départ, timing de départ)
- Comparer le résultat 2019 avec le nouvel objectif 2023 (trajectoire restante sur le nouveau contrat, timing étendu)

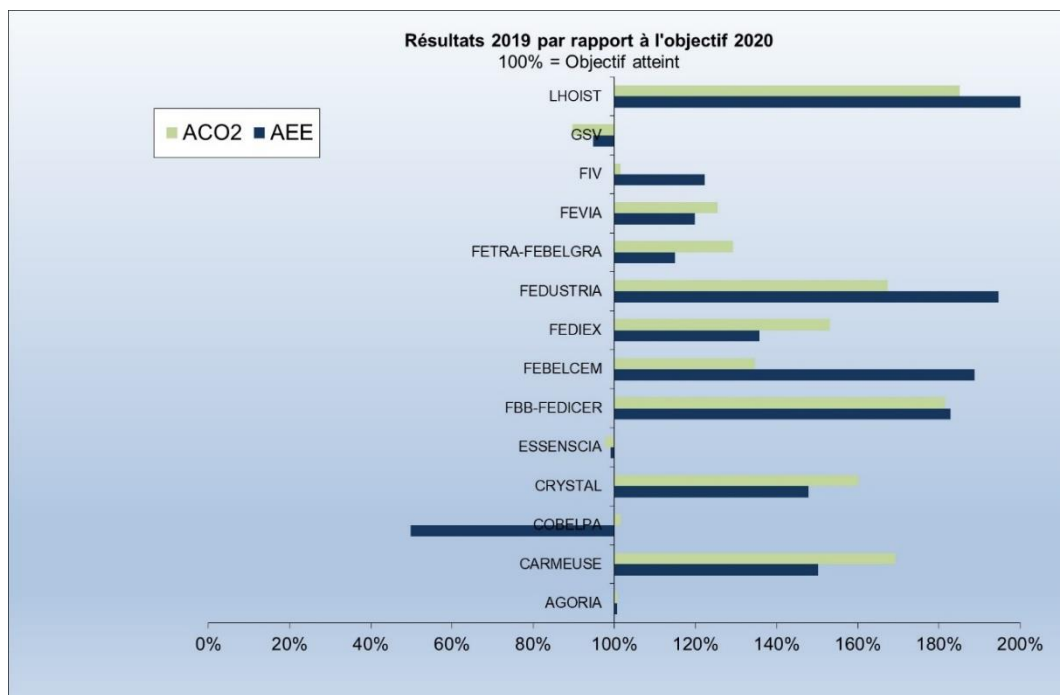
C'est ce que réalisent les graphiques ci-dessous.

Pour leur bonne lecture, il convient de tenir compte des éléments suivants :

- En fonction des mouvements (entrées/sorties) du périmètre couvert par une fédération, les objectifs peuvent évoluer avec le temps. Une décision méthodologique prise en 2020 pour ces rapports 2019 a un impact direct sur le suivi des résultats et objectifs d'Agoria. La sortie du périmètre pour fermeture d'un de ses membres majeurs (tant en consommation qu'en contribution à l'effort) réduit mathématiquement le niveau de ses objectifs ainsi que celui du réalisé sans qu'il s'agisse d'une diminution du niveau d'engagement de la fédération et de ses membres. Un nouvel avenant devra être signé pour acter ces modifications et il y a un saut statistique dans le suivi historique de la trajectoire de la fédération.
- La comparaison des amplitudes (% en valeur absolue) des objectifs des fédérations n'est pas représentative de leur niveau d'engagement. Tout dépend du point de départ. En effet, une entreprise qui dispose déjà des meilleures technologies disponibles (benchmark) au moment d'établir sa référence aura inévitablement un objectif plus faible qu'une entreprise disposant d'outils de production moins performants, sans préjuger de la difficulté d'atteindre cet objectif quel qu'en soit le niveau.

### Présentation des résultats 2019 par rapport à l'objectif 2020 :

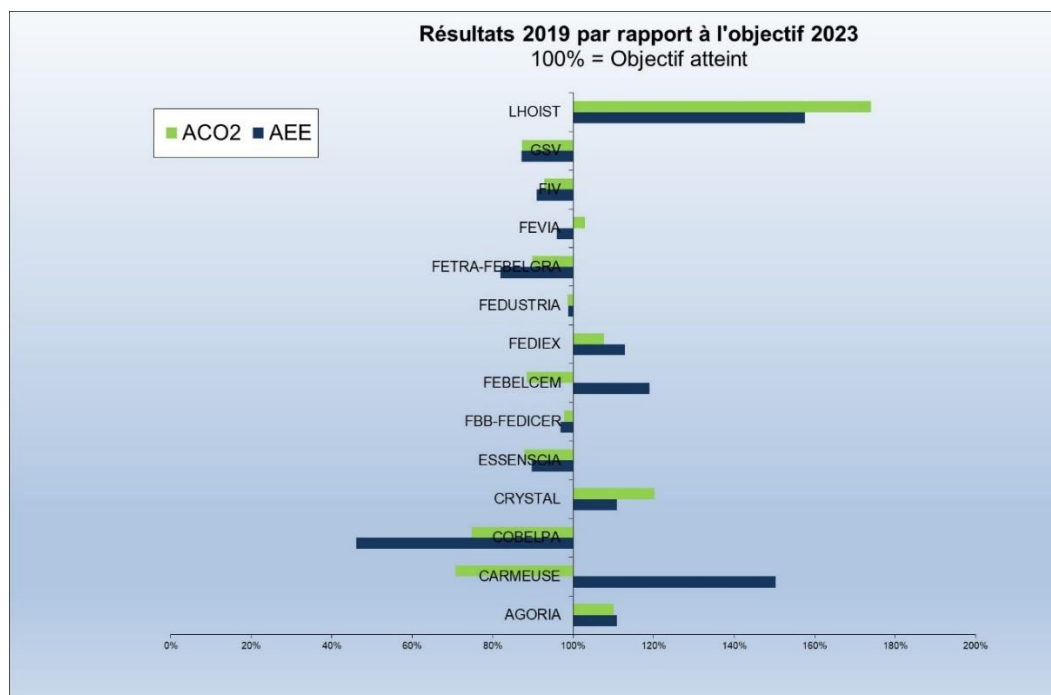
Si on ramène chaque objectif à 100% pour pouvoir visualiser de façon uniforme l'écart des différentes fédérations par rapport à leur objectif, les résultats 2019 se présentent sous la forme de la figure suivante où, si les performances d'un secteur se situent à droite du repère 0, c'est que le secteur a dépassé ses objectifs. Si en revanche ses performances se situent à gauche, c'est qu'il n'a pas encore atteint son objectif, l'objectif se déclinant cette fois encore à 2 niveaux pour l'année 2019 (comparaison à l'objectif initial 2020 et au nouvel objectif 2023)



Ceci permet de constater que, par rapport aux objectifs 2020 en AEE, 2 fédérations ont encore du travail : GSV et Cobelpa, la situation de cette dernière étant particulièrement interpellante. Essencia a quasiment atteint son objectif 2020.

Par rapport aux objectifs 2020 en ACO2, 2 fédérations n'ont pas encore atteint leur objectif CO<sub>2</sub> : GSV et Essenscia. Il vaut la peine de souligner que la situation des entreprises peut s'avérer fort différentes en EE et CO<sub>2</sub>, en fonction des actions effectuées, les impacts EE et CO<sub>2</sub> n'étant pas toujours alignés. Cobelpa, dont les résultats en EE étaient préoccupants a bel et bien atteint son engagement CO<sub>2</sub>, et FIV, qui a atteint son objectif EE a encore du travail en CO<sub>2</sub>.

### Présentation des résultats 2019 par rapport à l'objectif 2023 :



Par rapport aux objectifs 2023, 5 fédérations ont déjà atteint leurs objectifs AEE : Agoria, Carmeuse, Crystal, Febelcem et Fediex. Cette avance est de bon augure pour la suite mais il faut noter que maintenir le résultat sur la durée représente déjà un effort certain (nécessitant investissements humains et OPEX).

Par rapport aux objectifs 2023 en ACO2, 5 fédérations ont déjà atteint leur objectif CO<sub>2</sub> : Lhoist, Crystal, Fevia, Fediex et Agoria.

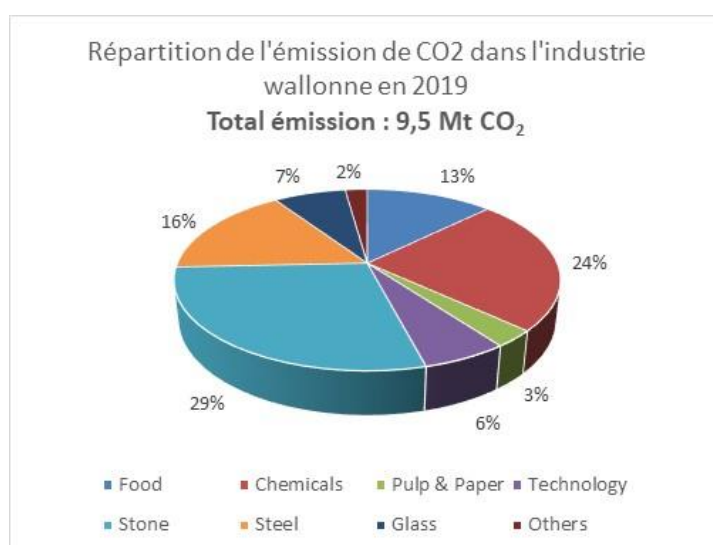
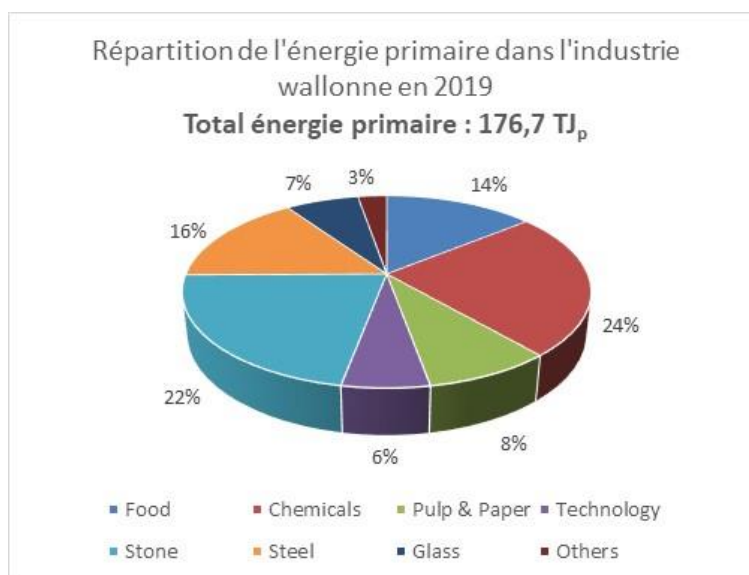
Pour plus de détails sur la situation particulière de chaque secteur, le lecteur est invité à parcourir chacune des synthèses remises par les fédérations correspondantes. Elles sont reprises en intégralité dans les annexes de ce rapport

## Répartition de l'énergie primaire et des émissions de CO<sub>2</sub> par secteur pour 2019 :

Tableau des secteurs et fédérations :

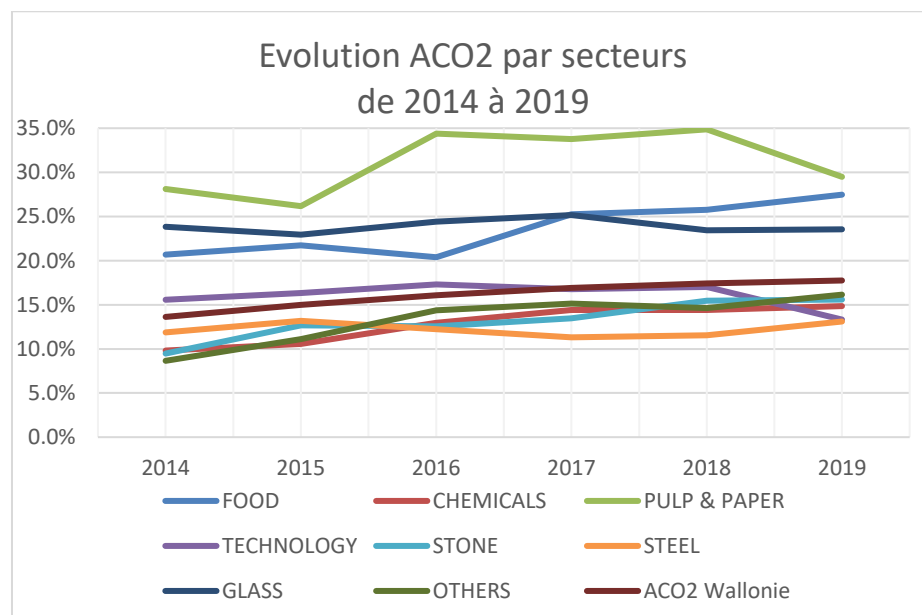
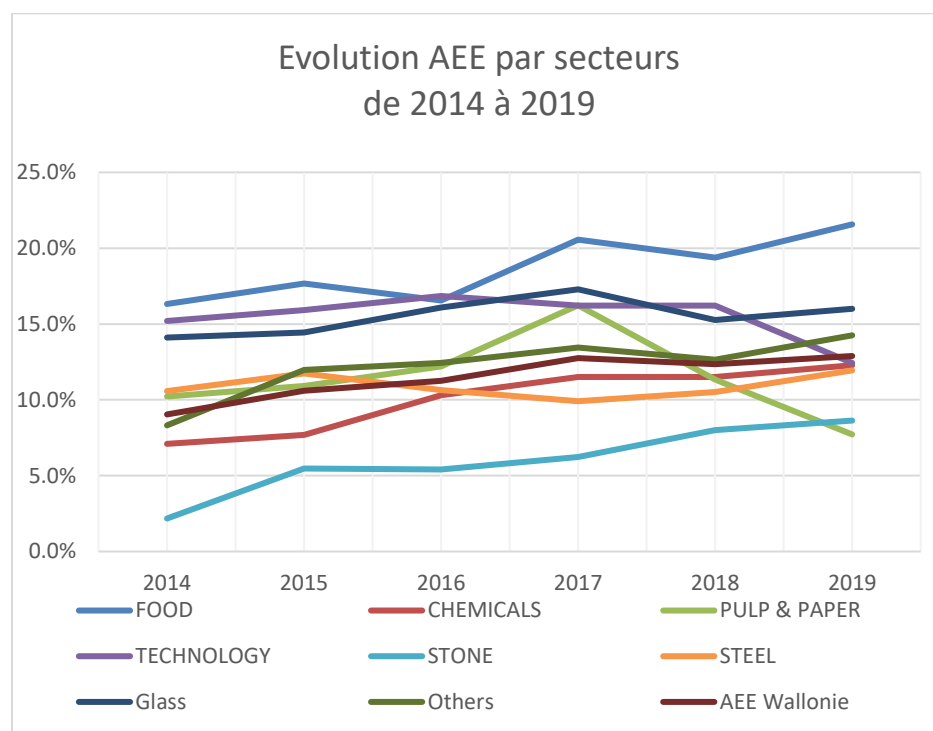
Secteurs	Fédérations
Food	Fevia
Chemicals	Essenscia
Pulp & Paper	Cobelpa, Fetra-Febelgra
Technology	Agoria + Crystal
Stone	Febelcem, Fediex, Carmeuse + Lhoist
Steel	GSV
Glass	FIV
Others	FBB-Fedicer, Fedustria

Le secteur « Others » regroupe la fédération des briques et céramiques et la fédération du bois, ameublement et textile.



Ces graphiques sont à mettre en lien avec les graphiques sur l'évolution des indices AEE et ACO<sub>2</sub> du point suivant.

### Evolution des indices AEE et ACO<sub>2</sub> par secteurs depuis 2014 :



L'évolution des indices ne suit pas une trajectoire doucement progressive vers l'objectif. Avec le principe de mutualisation des résultats, le monitoring effectué au niveau des fédérations est fortement « lissé » comparativement à ce qui s'observerait à l'échelle des entités individuelles. Plusieurs raisons sont sous-jacentes à ce phénomène :

- La modification du périmètre, avec des entités entrant et sortant du mécanisme, ce qui peut modifier fortement les référentiels, objectifs et résultats (ex : Agoria avec la fermeture d'un participant important)
- La difficulté de maintenir dans la durée le résultat déjà obtenu.
- Des incidents conjoncturels affectant certains participants.
- Des modifications structurelles c'est-à-dire des modifications importantes au sein de l'activité des entités, pas intégrées dans la modélisation.

Pour plus de détails sur les indices d'amélioration des fédérations, voir les rapports individuels des fédérations en annexe.

### Consolidation des résultats pour la Wallonie :

Les résultats des plans d'actions pour l'année 2019 sont :

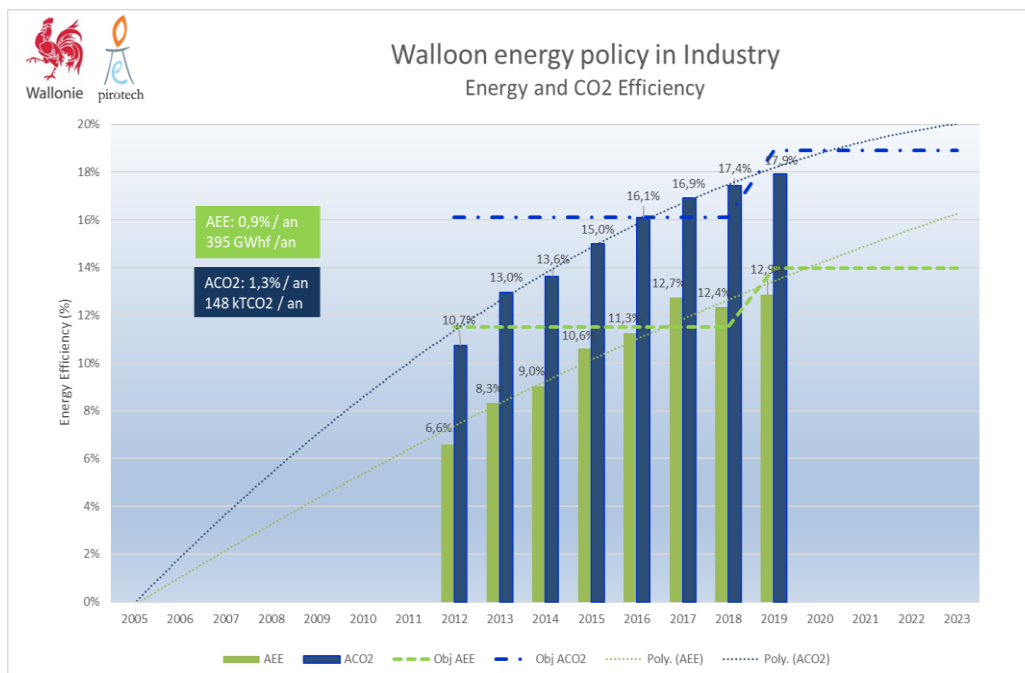
2.019	Nombre de pistes	Investissements	Gpj économisés	Tonnes CO2 économisés
<b>AGORIA</b>	70	7.844.491	92.916	6.206
<b>CARMEUSE</b>	3	2.430.000	1.455	222
<b>COBELPA</b>	4	193.087	1.365	76
<b>CRYSTAL</b>	1	195.000	16.801	935
<b>ESSENSCIA</b>	139	10.415.151	580.892	33.580
<b>FBB-FEDICER</b>	8	113.578	7.353	379
<b>FEBELCEM</b>	2	100.000	6.897	385
<b>FEDIEX</b>	32	821.000	10.469	601
<b>FEDUSTRIA</b>	21	227.146	8.067	450
<b>FETRA-FEBELGRA</b>	8	187.879	9.677	579
<b>FEVIA</b>	42	5.028.795	434.936	25.928
<b>FIV</b>	10	1.722.500	67.886	3.789
<b>GSV</b>	11	1.239.000	88.302	6.126
<b>LHOIST</b>	15	1.806.500	9.153	1.167
<b>Wallonie</b>	<b>366</b>	<b>32.324.127</b>	<b>1.336.169</b>	<b>80.423</b>

366 pistes additionnelles ont donc été réalisées en 2019, permettant une économie théorique de 1 336 169 GJp, et de 80.423 tCO<sub>2</sub> pour un investissement global d'environ 32 M€.

Depuis 2005, les 231 entreprises adhérentes ont en réalité mis en œuvre 4270 projets, représentant 5,96 TWhp (=21 464 729 GJp) d'économie d'énergie théoriques ex-ante et 1,61 Mt de CO<sub>2</sub> pour un investissement global de 780 M€ (CAPEX).

A l'horizon 2023, par rapport aux données de l'année 2005, les entreprises en ADB2 se sont engagées conjointement à améliorer leur efficacité énergétique de 14,0% et leur efficacité en CO<sub>2</sub> de 18,9%. Le graphique suivant reprend les objectifs et résultats consolidés pour les 14 fédérations et 231 entreprises.





Les indicateurs de suivi AEE et ACO2 permettent de mesurer les impacts réels, et ceux-ci confirment qu'entre 2005 et 2019, les accords de branche ont réellement permis à la Wallonie d'économiser **26.154.432 GJp** (soit 5,51TWh d'économie d'énergie finale, sur une consommation finale industrielle 2019 de 39 TWhPCI couvrant environ 30% de la consommation wallonne) et **2.068.468 tonnes de CO<sub>2</sub>**.

Ces impacts réels supérieurs aux estimations théoriques issues des plans d'actions traduisent d'une part la bonne fiabilité des prévisions, mais également l'action continue de nos entreprises, même au-delà des plans pour réduire leur consommation et leur empreinte carbone.

### C. Estimation des investissements et des contreparties financières

Les chiffres annoncés dans la suite du rapport seront relativisés et les comparaisons trop faciles devront être évitées. Les éléments suivants doivent en effet être pris en compte :

- Le prix de l'électricité en Wallonie est plus élevé que celui pratiqué dans les régions et pays limitrophes.
- Les avantages financiers accordés aux entreprises sont liés à la participation volontaire à un accord de branche et par conséquent à des obligations de résultats, en efficacité énergétique et en réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>, contrairement aux avantages financiers accordés par les régions et pays limitrophes.
- Des investissements ponctuels, partie intégrante d'une stratégie plus globale des entreprises, ne seront déployés qu'une seule fois sur la période des accords. Ces investissements auront des impacts sensibles sur les indices AEE et ACO2 ou FSER et FdSER.
- Les réductions accordées sont des montants que les entreprises ne doivent pas consentir via leurs factures d'électricité et plus accessoirement de gaz naturel.

Par conséquent, l'action « accord de branche » tout en ajoutant une contrainte énergétique et environnementale supplémentaire aux entreprises participantes permet aux entreprises d'améliorer leur niveau de compétitivité dans le temps et de disposer de ces capitaux pour investir en Wallonie.

### **Investissements**

La réussite des accords se mesure par l'atteinte des objectifs sectoriels. Les actions d'économie d'énergie et de CO2 sont suivies à titre indicatif mais seul compte l'atteinte de l'objectif contractuel. Les entreprises peuvent par conséquent investir dans des pistes non retenues lors de l'audit initial ou dans de nouvelles pistes liées à l'évolution de l'entreprise et des technologies qu'elles mettent en œuvre.

Le tableau suivant montre la répartition des investissements pour la réalisation des pistes d'amélioration par secteur pour l'année 2019 :

<b>2019</b>	<b>Nombre de pistes</b>	<b>Investissements</b>
<b>Food</b>	42	5.028.795
<b>Chemicals</b>	139	10.415.151
<b>Pulp &amp; Paper</b>	12	380.966
<b>Technology</b>	71	8.039.491
<b>Stone</b>	52	5.157.500
<b>Steel</b>	11	1.239.000
<b>Glass</b>	10	1.722.500
<b>Others</b>	29	340.724
<b>Wallonie</b>	<b>366</b>	<b>32.324.127</b>

Le recensement montre que plus de 366 pistes d'améliorations ont été réalisées en 2019 pour environ 32 millions €. Ces chiffres sont néanmoins sous-évalués par rapport à la réalité dans la mesure où ils ne concernent que les projets suffisamment détaillés par les entreprises, en particulier au niveau du montant d'investissement. En effet, les audits initiaux de 2013 s'épuisent avec le temps et de nouvelles actions sont entreprises, sans forcément corrélérer le rapportage financier sur l'investissement avec son impact sur les indicateurs AdB2.

### **Réduction certificats verts (CV)**

La CWaPE dresse annuellement le bilan de la réduction CV. Les considérations suivantes sont des extraits du rapport « L'évolution du marché des CV – rapport spécifique 2019 ».

Les réductions de quota de CV sont appliquées aux entreprises formant une entité géographique et technique au sens des accords de branche. Pour bénéficier de cette réduction, 2 conditions doivent être remplies :

1. Avoir signé un accord de branche ;

2. Introduire chaque trimestre, par le biais du fournisseur de l'entité, une attestation à la CWaPE dans les délais légaux imposés, ce qui signifie que les attestations doivent être reçues avant la fin du deuxième qui suit un trimestre écoulé.

Ces conditions sont vérifiées chaque trimestre et si l'une d'entre elles n'est pas remplie, aucune réduction n'est accordée.

En 2019, sur 248 entités enregistrées à la CWaPE, 245 ont bénéficié d'une réduction de quota de CV pour au moins un trimestre. La différence s'explique notamment par le fait que certaines attestations n'ont pas été envoyées dans les délais, que certaines entreprises dans les conditions n'effectuent pourtant pas les démarches ou que certaines entités sont sorties de l'accord de branche ou ont cessé leurs activités.

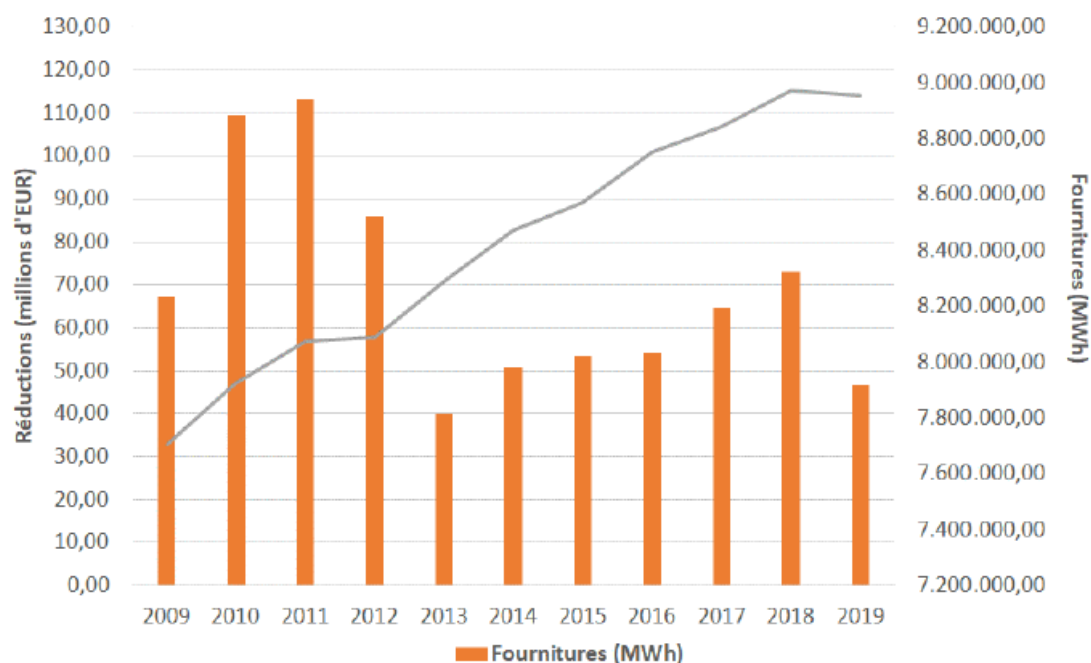
Les réductions de coûts bénéficiant au client final doivent être répercutées directement par les fournisseurs sur chaque client final qui en est à l'origine. Le tableau ci-dessous donne une estimation de l'économie ainsi obtenue par les fournisseurs au bénéfice de leurs clients finals en se basant sur le prix moyen du CV sur le marché en 2019, qui est de 66,41EUR.

Les réductions 2019 pour les entités en accords de branche sont reprises ci-après.

SECTEURS	Nbre d'entités	Fournitures (MWh)	Réduction (CV)	Réduction (EUR)
Technologie	1	452.561,85	136.465,55	9.062.677,31
Transport	2	568.456,74	170.224,60	11.304.615,89
Sidérurgie	10	1.678.637,50	465.673,46	30.925.374,15
Cimenteries	2	419.134,79	110.634,30	7.347.223,53
Chimie	57	2.093.504,18	462.904,86	30.741.512,02
Carrières	17	441.427,48	78.212,80	5.194.111,78
Verre	13	479.065,60	75.976,78	5.045.617,76
Papier	4	134.021,77	20.581,51	1.366.818,28
Agro-alimentaire	68	856.687,38	117.752,44	7.819.939,34
Bois, textiles, ameublement	17	187.503,32	25.334,92	1.682.492,17
Chaux	2	49.502,73	6.431,31	427.103,23
Ind. Transform. Papier/cartons, Ind. Graphiques	11	68.824,96	7.354,15	488.389,30
Fabrications métalliques et électriques	35	350.270,46	37.179,86	2.469.114,50
Briques - céramiques	6	44.005,21	4.180,02	277.595,25
TOTAL	245	7.823.603,97	1.718.906,56	114.152.584,52

Le montant total ristourné aux entités en accord de branche est par conséquent d'une valeur de près de 114 millions € en 2019. Le graphique ci-dessous montre l'évolution temporelle de cette contrepartie, soit environ 610M€ cumulés entre 2014 et 2019.

Graphique 5.3. : Évolution de la fourniture des entités en accord de branche et des réductions accordées en Mio EUR



### **Exonération partielle de la surcharge « CV wallons »**

Une exonération de 85% du premier terme de la surcharge OSP ELIA pour le financement des mesures de soutien aux énergies renouvelables est accordée aux entreprises accord de branche.

Les bénéficiaires de cette exonération partielle du premier terme s'acquittent cependant du deuxième terme de la surcharge, fixé depuis 2015 et jusque fin 2019 à 2,5495 €/MWh <sup>2</sup>.

Sous certaines conditions (CODE NACE 01, 10 à 33 et 85 à 88), les entreprises non présentes dans les ADB2 bénéficient quant à elles d'un taux d'exonération s'élevant à 50%.

L'avantage des entreprises en Adb2 peut donc être estimé à 35%. Sur base du tableau ci-dessous (issu du rapport CV 2019), qui correspond à l'ensemble des exonérations à 50% et 85%, une estimation rapide <sup>3</sup>de l'ordre de grandeur de l'avantage pour les entreprises en Adb2 cumulé entre 2014 et 2019 mène à environ 95M€, avec un montant d'un peu plus de 14M€ estimé pour 2019.

<sup>2</sup> Pour plus de détails, voir <https://energie.wallonie.be/servlet/Repository/lignes-directrices-exoneration-partielle-surcharge-cv-2019.pdf?ID=55186>

<sup>3</sup> Simple règle de 3 entre 85% et 35%, en supposant la part des entreprises hors Adb à 50% faible dans les montants du tableau (ce qui mène donc à surestimation de l'avantage), et en retirant l'avantage 2019 que certaines entreprises doivent rembourser en vertu du respect des aides d'état.

	GWh exonérés	Montant (k€)
2013	3.297,66	45.203,30
2014	3.438,03	47.799,97
2015	3.468,56	42.111,65
2016	3.510,00	35.188,93
2017	3.578,95	36.396,04
2018	3.571,98	36.657,54
2019	3.415,89	36.875,91
TOTAL	24.281,06	280.233,34

*Exonération partielle de la surcharge Elia des CV wallons*

### **Réduction des cotisations fédérales sur l'électricité et le gaz naturel**

La dégressivité de la cotisation fédérale du gaz naturel est appliquée à tous les clients finaux consommant plus de 20 GWh.

Les entreprises engagées dans les ADB2 bénéficient, en fonction de leur consommation<sup>4</sup>, d'une dégressivité sur les cotisations fédérales d'électricité ainsi que sur les obligations de service public (OSP) fédérales liées aux éoliennes offshores. Ces mêmes dégressivités sont également accordées automatiquement à certaines entreprises des façons suivantes :

- En cas d'absence d'accord de branche dans un secteur, la dégressivité s'applique automatiquement aux entreprises présentes dans ce secteur.
- En cas d'accord de branche dans un secteur, une dégressivité est tout de même accordée aux entreprises non engagées à condition qu'elles présentent une consommation totale de combustibles et d'électricité inférieure à 0,1 PJp.

Par ce constat, il semble important de souligner que ces exonérations ne sont donc pas spécifiques aux ADB2.

### **Réduction des accises sur le gaz naturel**

Depuis 2016, le SPF Finances Douanes et Accises octroie aux entreprises participant aux accords une réduction de la cotisation énergie des accises sur le gaz naturel utilisé comme combustible dans une consommation professionnelle (hors cogen et hors matière première).

L'accise « globale » comprend : le droit d'accise, le droit d'accise spéciale et la cotisation sur l'énergie. Les deux premiers étant à 0%, c'est la cotisation sur l'énergie qui détermine le montant de l'accise. Le taux habituel étant depuis 2016 de 0,9978 et le taux « accord de branche » de 0,54<sup>5</sup>, la différence est donc de 0,4578 EUR par MWh.

Grâce à cette réduction, les entreprises en ADB ont pu économiser 6,7 M€ en 2019.<sup>6</sup>

<sup>4</sup> [https://www.creg.be/fr/professionnels/fourniture/cotisation-federale#h2\\_2](https://www.creg.be/fr/professionnels/fourniture/cotisation-federale#h2_2)

<sup>5</sup> Conformément aux règles sur les aides d'état, le 0.54 correspond au minimum européen imposé

<sup>6</sup> 18,9 TWh ADB2 – 88% de 4,9 TWh pour la cogénération industrielle.

## **Subsides pour les études**

### **Subsides AMURE**

Le programme AMURE est régi par l'arrêté du GW du 27 février 2014. La dernière modification par un arrêté date du 28 mars 2019.

De manière générale, le programme AMURE octroie une aide financière à toutes les PME en subsidiant soit un audit énergétique soit une étude de pré faisabilité permettant d'évaluer la pertinence d'un investissement ou d'élaborer un plan d'amélioration de l'efficacité énergétique. Le taux d'aide est conditionné à la taille de l'entreprise (60% pour les moyennes entreprises, 70% pour les petites).

**Les entreprises (Grandes Entreprises et PME) participant aux ADB2 sont également éligibles aux subventions AMURE** lors de la réalisation d'audits énergétiques (audit global, partiel ou de suivi) ou d'études (pré faisabilité et faisabilité). Le taux d'intervention publique est de 50% des coûts (avec un bonus supplémentaire de 10% pour une moyenne entreprise et 20% pour une petite entreprise.)

Les fédérations impliquées dans les ADB2 bénéficient également d'une subvention de 100% (avec un plafond de 80 k€) pour les frais de suivi des entreprises adhérents à l'ADB2, ainsi que la réalisation de la roadmap sectorielle.

Tableau de synthèse :

Bénéficiaire ?	Matière soutenue ?	Taux subsides
Grande entreprise en ADB	Audit global, partiel, de suivi Etude de pré faisabilité et faisabilité SER	50%
Moyenne entreprise en ADB	Audit global, partiel, de suivi Etude de pré faisabilité et faisabilité SER	60%
Petite entreprise en ADB	Audit global, partiel, de suivi Etude de pré faisabilité et faisabilité SER	70%
Fédérations en ADB	Frais de suivi de l'ADB, roadmap 2050	100% plafond 80k€

Sur la période 2014-2019, le montant cumulé des subventions AMURE-ADB a atteint 9M€, dont 4M€ pour le suivi (+ roadmaps) assuré par les fédérations.

### **Subsides CO<sub>2</sub> mapping**

Les entreprises prenant part aux ADB2 ont pour obligation de réaliser une étude carbone de leur site de production ou de leur(s) produit(s) phare, appelée également "Mapping CO<sub>2</sub>". La subvention partielle<sup>7</sup> de cette étude par l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) est réalisée à hauteur de 50%, avec un plafond s'élevant à 10.000€.

---

<sup>7</sup> <http://awac.be/index.php/guichet-technique/accords-de-branches>

### **Tableau de synthèse générale pour les contreparties 2019**

<b>Contreparties</b>	<b>Montant pour l'année 2019</b>
Réduction certificats verts (CV)	114 M €
Exonération partielle de la surcharge "CV wallons"	14 M €
Réduction des accises sur le gaz naturel	6,7 M €
Subsides AMURE	1,5 M€

#### **D. Indices FSER et FdSER, études de pré faisabilité et de faisabilité renouvelables**

Concernant le renouvelable, les conventions prévoient uniquement des obligations d'études et de suivi des indices.

Néanmoins, l'évolution de la pénétration du renouvelable dans les industries participantes aux accords est suivie grâce aux indices FSER et FdSER.

#### **Indices FSER et FdSER**

L'indice FSER est le rapport entre l'énergie finale produite à partir de renouvelable ayant pour origine le périmètre de l'entité en accord de branche et l'énergie finale totale consommée par l'entité. Il s'agit de valoriser le renouvelable autoproduit et exporté.

L'indice FdSER est le rapport entre l'énergie finale produite à partir de renouvelable consommée au sein du périmètre de l'entité en accord de branche et l'énergie finale totale consommée par l'entité. Il s'agit de mesurer la contribution de l'entité au développement du renouvelable de toutes origines. En particulier, l'électricité verte achetée à un fournisseur vert est comptée dans cet indice-ci.

Pour l'année 2019, les indices sectoriels atteignent les valeurs suivantes :

<b>2019</b>	<b>FSER</b>	<b>FdSER</b>
<b>AGORIA</b>	1,6%	10,2%
<b>CARMEUSE</b>	5,0%	5,0%
<b>COBELPA</b>	76,8%	76,8%
<b>CRYSTAL</b>	0,5%	99,3%
<b>ESSENSCIA</b>	0,4%	2,6%
<b>FBB-FEDICER</b>	0,4%	0,4%
<b>FEBELCEM</b>	23,4%	23,4%
<b>FEDIEX</b>	1,2%	5,5%
<b>FEDUSTRIA</b>	49,3%	49,4%
<b>FETRA- FEBELGRA</b>	1,3%	5,4%
<b>FEVIA</b>	15,8%	21,4%
<b>FIV</b>	0,1%	0,1%
<b>GSV</b>	0,0%	5,4%
<b>LHOIST</b>	1,4%	1,4%
<b>Wallonie</b>	15,1%	19,1%

Par consolidation, les indices de l'industrie wallonne en accord de branche s'élèvent ainsi à :

$\text{FSER}_{\text{wallon 2019}} = 15,07\%$

*Les entreprises en accords de branche présentent une indépendance énergétique pour environ 15 % des énergies qu'elles consomment.*

$\text{FdSER}_{\text{wallon 2019}} = 19,1\%$

*Les entreprises en accords de branche contribuent au développement de la filière renouvelable à hauteur de 19,1% de leurs consommations.*

### **Etudes de faisabilité renouvelables**

Les nouvelles entités voulant entrer dans un accord de branche doivent évaluer la faisabilité technique et économique de filières d'énergies renouvelables. Cet engagement correspond à une obligation de moyens, c'est-à-dire l'obligation de mener à bien des études.

Trois étapes successives et corrélées sont prévues :

1. Analyse de faisabilité technico-économique dans le cadre d'audit approfondi préalable à l'entrée de l'entité dans l'accord de branche « Scans ».
2. Réalisation de trois études de préfaisabilité.
3. Réalisation d'une étude de faisabilité.

Les 9 filières pour les scans sont :

- Biomasse sèche
- Biomasse humide
- Cogénération biomasse
- Photovoltaïque
- Solaire thermique
- Eolien
- Hydroélectricité
- Valorisation de l'énergie géothermique de grande profondeur
- Pompes à chaleur

L'étude de préfaisabilité a pour objectif de permettre aux entreprises d'évaluer la pertinence d'un investissement en matière d'énergie renouvelable en examinant les caractéristiques principales techniques, énergétique et économique, les contraintes légales éventuelles ainsi que la rentabilité. Ces études de préfaisabilité sont réalisées de manière à pouvoir déterminer la filière qui représente le plus grand potentiel et/ou la plus grande chance de mise en œuvre. Elle comporte tous les éléments permettant de faire le choix le plus pertinent pour la réalisation de l'étude de faisabilité.

L'étude de faisabilité doit permettre de dimensionner de manière précise un type ou une marque spécifique d'équipement dans le cadre d'un investissement visant à recourir à l'usage d'énergies renouvelables ou à la cogénération biomasse de qualité et aboutissant à la rédaction des prescriptions techniques d'un cahier des charges.

La méthodologie prévoit des dispenses d'études pour les entités exploitant déjà une énergie renouvelable ou si les études de préfaisabilités démontrent des temps de retour excessifs. Les



nouveaux entrants sont soumis aux mêmes obligations de moyens avec les mêmes délais que ceux entrés au 1 janvier 2014.

**Toutes les études des actuels acteurs des ADB2 ont été réalisées depuis 2017.** Pour 2019, il y a eu un seul nouvel entrant dans les accords et il était déjà en ordre dans la réalisation de ces études.

#### **E. Mapping CO<sub>2</sub>**

Ce chapitre n'est pas d'actualité pour l'année 2019, les reportings devant être réalisés tous les 2 ans (années paires).

## Liste des annexes

---

AGORIA	Industrie technologique
CARMEUSE	Chaux et pierres
COBELPA	Production de pâtes, papiers et cartons
CRYSTAL COMPUTING	Centre de données
ESSENSCIA	Chimie
FBB-FEDICER	Briques et céramiques
FEBELCEM	Ciments
FEDIEX	Extraction et transformation de roches non combustibles
FEDUSTRIA	Textile, Bois et ameublement
FETRA-FEBELGRA	Transformation de papiers et cartons, Industrie graphique
FEVIA	Alimentaire
FIV	Verre
GSV	Sidérurgie
LHOIST	Chaux